

LUCIEN FLAUS

Remarques sur la formation de capital fixe à travers l'alternance des hausses et baisses des prix de longue durée entre le milieu du XIXe siècle et la veille de la deuxième guerre mondiale

Journal de la société statistique de Paris, tome 119, n° 3 (1978), p. 252-275

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1978__119_3_252_0

© Société de statistique de Paris, 1978, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

ARTICLES

REMARQUES SUR LA FORMATION DE CAPITAL FIXE A TRAVERS L'ALTERNANCE DES HAUSSES ET BAISSES DES PRIX DE LONGUE DURÉE ENTRE LE MILIEU DU XIX^e SIÈCLE ET LA VEILLE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

2^e partie (1)

Lucien FLAUS

III. — LES ÉVALUATIONS DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE

En présentant des séries d'évaluations se rapportant à la formation de capital fixe aux États-Unis depuis 1869, et au Royaume-Uni depuis 1860, il n'est pas besoin de s'attarder sur la large marge d'approximation que présentent des données de cet ordre.

Les « concepts » et les bases de telles évaluations varient forcément selon la nature des matériaux statistiques disponibles, qui peut d'ailleurs varier dans le temps, et il va sans dire que les évaluations de la formation « nette » de capital sont assorties d'une marge d'erreur plus élevée que celles de l'investissement « brut », en raison des problèmes fort délicats que posent, sur le plan pratique, la connaissance de « l'amortissement » et celle du « stock » de capital.

D'autre part, les estimations faites initialement aux « prix courants » sont souvent rapportées aux « prix d'une année de référence ». Ainsi exprimées en « prix constants » elles devraient, en principe, traduire la variation du « volume » des investissements entre 2 époques. Mais, comme elles cumulent les aléas des évaluations initiales aux imperfections des indices de prix utilisés comme « déflateurs », les résultats de leur comparaison dans le temps doivent être accueillis avec réserve.

États-Unis

Les tableaux IX et X reproduisent les évaluations — le premier aux prix courants, le deuxième aux prix de 1929 — de Simon Kuznets, établies par période quinquennale entre 1869 et 1931, du montant moyen annuel du produit national brut, de la formation « brute » et de la formation « nette » de *capital fixe* en distinguant :

— la construction d'habitations, sans les fermes;

1. La première partie de cet article a été publiée dans le Journal de la Société de statistique de Paris, n° 2, 1978.

- les autres constructions privées et les biens de production durables, comprenant les investissements des « public utilities »;
- les constructions publiques, c'est-à-dire : les bâtiments, ouvrages de génie civil et travaux publics réalisés par les collectivités publiques.

Ces 3 postes correspondent « grosso modo » aux secteurs de l'habitation, des investissements productifs et des équipements publics.

Cependant le deuxième comprend les équipements sociaux du secteur privé et les matériels entrant dans les équipements publics, les uns et les autres ne représentant d'ailleurs qu'une faible fraction des investissements de ce poste.

Les évaluations reproduites aux tableaux ne comprennent pas les dépenses d'équipement militaire.

Les tableaux comportent l'indication (en italique) des moyennes mensuelles se rapportant aux périodes 1872-1896 et 1897-1931 (avec distinction des 2 sous-périodes : 1897-1916 et 1917-1931), qui correspondent à des phases longues d'orientation des prix, et pour ces mêmes périodes :

- le rapport de la formation brute de capital fixe au produit national brut ou, taux d'investissement brut en capital fixe;
- le rapport de la formation « nette » de capital fixe à la formation brute de capital fixe.

Ce sont surtout ces données qui retiendront l'attention en distinguant, indépendamment de celles se rapportant à l'ensemble des investissements en capital fixe, celles qui caractérisent le secteur de la construction d'habitations, d'une part, et le secteur des investissements productifs, d'autre part. (Les données de même nature concernant les constructions publiques présentent moins d'intérêt en raison de la faible importance de ce secteur dans la masse des investissements.)

Les taux moyens d'investissement brut caractérisant la première phase longue de baisse des prix (1872-1896) et la première partie de la phase de hausse qui suit jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis (1897-1916) sont de l'ordre de 18 %, d'après les évaluations établies à prix courants; pour la deuxième partie de la phase 1897-1931, c'est à dire pour la période s'étendant entre 1917 et 1931, le taux moyen d'investissement brut est un peu moins élevé : 17 %. Mais cette période comprend 2 années de guerre et 2 années (1930-1931) marquées par la sévère dépression qui a suivi la crise de 1929.

Au total, pour la longue période 1897-1931, le taux moyen d'investissement brut, légèrement supérieur à 17 %, apparaît en léger recul par rapport à celui de la longue période précédente : 1872-1896.

Les remarques qui précèdent se rapportent à l'évolution du taux moyen d'investissement correspondant à l'ensemble des 3 secteurs de formation de capital fixe.

Pour sa part, le taux caractérisant la construction d'habitations est ramené de 5 à moins de 4 % entre 1872-1896 et 1897-1931 et il n'accuse pas de décalage notable entre les 2 sous-périodes 1897-1916 et 1917-1931. Le fléchissement s'explique par le fait que cette catégorie d'investissements qui représentait plus du quart de la formation brute de capital fixe entre 1872-1896, n'en représente qu'un peu plus du cinquième au cours des 35 années suivantes.

Pendant ces 2 périodes, la part des investissements productifs dans la masse des investissements reste voisine de 70 % — la légère progression des constructions publiques compensant le recul de la construction d'habitations — et le taux d'investissement de ce secteur s'établit aux alentours de 13 % entre 1872-1896 et 1897-1916 mais il est ramené à 11 % pour la période d'après-guerre.

Par ailleurs, les variations — d'une période quinquennale à la suivante — de la valeur et du volume des investissements, telles qu'elles ressortent des évaluations de ces derniers aux prix courants et aux prix de 1929, apparaissent d'une plus grande amplitude dans le secteur de la construction d'habitations que dans le secteur des investissements productifs.

Dans le premier, elles comportent des reculs (1892-1901, 1917-1921 et 1927-1931) qui s'inscrivent dans la trajectoire des building cycles dont il a été question au paragraphe précédent, tandis que les évaluations se rapportant aux investissements productifs font ressortir, sauf pendant les années de guerre, des progressions (au moins en valeur) entre 2 périodes quinquennales.

Le taux d'investissement brut a ainsi varié :

- au cours de la période 1872-1896 pour l'ensemble des 3 secteurs : entre 15 % (1877-1881) et 21 % (1892-1896);
et pour les investissements productifs :
entre 10,5 % (1877-1881) et près de 15 % (1892-1896);
- au cours de la période 1897-1931, pour l'ensemble des 3 secteurs :
entre 13,5 % (1917-1921) et près de 20 % (1902-1906);
et, pour les investissements productifs :
entre 10,5 % (1917-1921) et près de 15 % (1897-1906).

D'après l'ensemble des données reproduites aux tableaux IX et X la progression des investissements productifs apparaît particulièrement marquée au cours de la dernière décade du XIX^e siècle et des premières années de la décennie suivante.

La formation « nette » de capital fixe dont l'évaluation ne peut être que très approximative est, bien entendu, en relation avec l'évolution de l'investissement brut, telle qu'elle vient d'être sommairement retracée. Elle en épouse les « crêtes » et les « creux ». Cependant, au cours de la période s'étendant entre 1870 et 1930, le rapport de la formation nette à la formation brute de capital fixe tend à fléchir.

Il s'établit, pour l'ensemble des 3 secteurs, à :

0,51 entre 1872 et 1896
et 0,37 entre 1897 et 1931 (0,42 : 1897-1916 et 0,34 : 1917-1931).

Le recul est du même ordre dans la construction immobilière (de 0,75 à 0,55) que dans le secteur des investissements productifs (de 0,41 à 0,28) d'une longue période à la suivante.

Toutefois, pour la longue période 1897-1931 le rapport (net/brut) concernant la construction d'habitations s'établit au même niveau (0,55) pour chacune des sous-périodes 1897-1916 et 1917-1931. Mais son évolution, telle qu'elle ressort des évaluations originales par période quinquennale, apparaît beaucoup plus irrégulière entre 1917 et 1931 qu'entre 1897 et 1916.

Par contre, le rapport (net/brut) caractérisant le secteur des investissements productifs est décalé entre les sous-périodes : 1897-1916 et 1917-1931 pour lesquelles il s'établit respectivement à 0,37 et 0,23. A noter cependant qu'il ressort à plus de 0,40 entre 1892 et 1906, période où la formation de capital fixe du secteur des investissements productifs est apparue précédemment comme particulièrement intense.

La période 1917-1931 comprend sans doute les années de guerre et le début de « la grande dépression » mais le rapport qui correspond à la période quinquennale 1922-1926, durant laquelle l'évolution de la conjoncture n'a pas enregistré d'accident majeur, n'est que de l'ordre de 0,30.

Ce fléchissement de la formation nette de capital fixe, plus marqué que celui de l'investissement brut, après la première guerre mondiale, est attribué par Simon Kuznets

au « raccourcissement de la vie moyenne du capital durable, provenant d'un accroissement plus rapide de l'équipement industriel que des bâtiments, et apparemment des possibilités accrues d'augmenter la production sans augmenter le stock « net » de capital, ce qui correspond à une baisse du rapport entre le capital et le produit ⁽¹⁾ ».

En fait, les évaluations de la formation de capital fixe se rapportant aux investissements productifs qui donnent la répartition de ces derniers entre les achats de matériels et les dépenses de constructions, font ressortir une progression de l'importance des investissements en matériels dans la masse des investissements productifs, surtout dans la période d'après-guerre : elle dépasse alors largement 50 % alors qu'elle était de l'ordre de 40 % entre 1872 et 1916.

Les mêmes données font également apparaître une certaine stabilité du rapport (net/brut) caractérisant les investissements en matériels alors que le rapport de même nature concernant les constructions est nettement décalé entre 1917 et 1931 par rapport à son niveau antérieur; ci-dessous l'évolution de ces rapports avec rappel du rapport caractérisant l'ensemble du secteur des investissements productifs :

	Matériels	Construc	Ensemble
1872-1896 . .	0,33	0,47	0,41
1897-1916 . .	0,26	0,48	0,37
1917-1931 . .	0,31	0,13	0,23

Le secteur des investissements productifs comprend, ainsi qu'il a été précisé au début de ce paragraphe, les investissements des entreprises de services publics, « public utilities » (chemins de fer, transports urbains, production et distribution de gaz, d'électricité, téléphone, etc.).

D'après les données à notre disposition ⁽²⁾, il n'apparaît pas qu'entre 1870 et 1930 la part de ces investissements dans la formation du capital fixe ait notablement varié en longue période : elle s'établit à un peu moins de 20 % entre 1872 et 1896 et entre 1897 et 1916 puis est de l'ordre de 15 % entre 1917 et 1931 de la masse des investissements nets en capital fixe, comprenant les constructions d'habitations, les investissements productifs et les constructions publiques.

En ne considérant que la formation nette de capital correspondant au secteur des investissements productifs, cette part s'établit aux alentours de 35 % entre 1872 et 1896, aux alentours de 30 % entre 1897 et 1916 et du tiers entre 1917 et 1931.

Bien entendu, ces pourcentages sont très approximatifs. Ils sont plus « fluctuants » sur de courtes périodes et il n'est pas sans intérêt de noter qu'entre 1892 et 1906, période caractérisée, comme on l'a vu, par une « poussée » des investissements productifs, l'investissement « net » des entreprises de services publics a représenté à peine le quart de la formation nette de capital fixe correspondant aux investissements productifs.

Les évaluations de Simon Kuznets, qui viennent d'être sommairement analysées, ne vont pas au-delà de 1931. Mais, à partir de 1929, les évaluations du Ministère du Commerce se rapportant à la même matière sont disponibles; elles ont été cependant établies selon des

1. SIMON KUZNETS : Les différences internationales dans la formation du capital et son financement, *Économie appliquée*, avril septembre 1953, pp. 356 et 357.

2. Net values of Plant and Equipment in Regulated Industries : 1870 to 1951, tableau, p. 590, *Historical Statistics of the United States*, op. cit.

concepts différents de ceux qui correspondent aux évaluations des années antérieures. En particulier, les investissements publics figurent à la rubrique : dépenses gouvernementales de biens et services, mais il existe une estimation du montant des constructions publiques qui, on le sait, constituent l'essentiel des investissements civils des collectivités publiques.

Ces évaluations sont reproduites au tableau XI qui indique les données se rapportant à l'évolution du produit national brut et des investissements bruts privés entre 1929 et 1939; les évaluations sont exprimées en prix courants et aux prix de 1954. Sur ce tableau figurent les évaluations du montant des constructions publiques (en prix courants).

A vrai dire, les indications du tableau XI appellent peu de commentaires : elles mettent en évidence la chute profonde de l'investissement privé au cours de la « grande dépression » et la faible amplitude du redressement qui suivit jusqu'à la veille de la guerre.

La contraction de l'investissement privé apparaît plus accentuée dans le cadre de la construction d'habitations que dans le secteur des investissements productifs, d'autant que le recul de la construction immobilière qui s'est amorcé en 1926, 3 ans avant l'apparition de la crise, est déjà sensible entre 1926 et 1929.

D'après les évaluations officielles, le nombre de logements mis en chantier a évolué comme suit :

— 1925 (crête du building-cycle de l'entre-deux-guerres)	937 000
— 1929 (pointe de l'essor du cycle des affaires)	509 000
— 1933 (fond de la dépression).	93 000
Moyenne annuelle :	
1930-1933 (phase de contraction cyclique).	203 000
1934-1937 (phase de redressement)	250 000
— 1939.	515 000

Dans le secteur des investissements productifs, par rapport au niveau de 1929, le recul est de l'ordre de 70 à 75 % pour l'année 1933 qui marque le fond de la dépression.

Cependant, ce recul est apprécié sur le niveau de l'investissement brut au cours de la dernière année de l'essor qui, d'après les données disponibles pour cette phase du cycle (1925-1929), accuse un décalage de l'ordre de 12 % par rapport au niveau moyen de cette dernière période. En se référant au niveau moyen des 5 années 1925-1929, le recul de la masse des investissements productifs bruts est :

- de l'ordre des 2/3 en 1933;
- de l'ordre de 45 à 50 % sur l'ensemble de la phase de contraction : 1930-1933;
- et de l'ordre de 40 à 45 % pour la phase de redressement qui suit : 1934-1937.

Le maximum de 1937 accuse, par rapport à la même période de référence, un recul de l'ordre de 20 % et, en 1939, le niveau des investissements productifs reste affecté par la dépression qui suit la crise de 1937.

Ces régressions se rapportent à la masse des investissements bruts productifs qui comprend des dépenses de constructions et des achats de matériels.

D'après les données à notre disposition, elles sont plus sensibles pour les premières que pour les acquisitions d'équipements et, notamment au cours de la période qui suit le fond de la dépression, entre 1934 et 1937, tandis que le niveau des achats de biens de production durables se redresse, les dépenses de construction restent déprimées.

Les évaluations se rapportant à la phase de contraction (1930-1933) et à la phase de redressement (1934-1937) donnent en moyenne annuelle (milliards de dollars aux prix courants) :

	1930 1933	1934 1937
Dépenses de construction	2,2	1,6
Achats d'équipements . . .	2,6	3,7
<i>Ensemble</i> . .	4,8	5,3

Comme le laisse prévoir l'évolution de l'investissement brut privé entre l'apparition de la crise de 1929 et le début de la deuxième guerre mondiale, la formation nette de capital fixe apparaît, sinon négative, du moins extrêmement faible, au cours de la décennie 1930-1939 (il est inutile de s'attarder sur l'évolution de l'investissement public qui ne peut avoir, en cette matière, qu'une incidence limitée).

Les données sur l'investissement « net » correspondant aux indications du tableau XI ne sont pas disponibles. Mais les résultats des évaluations du « stock » de capital des industries se rapportant aux années 1930 et 1940 ⁽¹⁾, et, les premières estimations du produit national faites avant la guerre font apparaître un investissement net négatif dans les secteurs de la construction d'habitations et des « affaires ⁽²⁾ ».

Royaume Uni

Le tableau XII indique, d'après les évaluations annuelles de la formation de capital fixe établies par C.-H. Feistein, pour la période 1856-1914, les moyennes annuelles correspondant aux investissements de la phase d'essor et de la phase de contraction des 6 cycles complets et du demi cycle de conjoncture, dont l'existence est communément admise entre 1860 et 1913.

Les évaluations originales comprennent 6 postes de formation de capital fixe dont 2 (machines et autres) ont été groupés au tableau sous la rubrique « autres investissements » qui comprend : les machines, les bâtiments à usages autres que l'habitation, ouvrages d'art, routes etc., c'est-à-dire une large fraction de l'investissement privé et des investissements publics autres que ceux des collectivités locales qui font l'objet d'une rubrique particulière.

Les évaluations reproduites au tableau XII excluent les dépenses d'équipement militaire. La source originale comprend également une évaluation de la formation nette de capital fixe, donnée globalement pour l'ensemble des 6 postes distingués dans les estimations de l'investissement brut.

Cette évaluation est faite aux prix courants et aux prix de 1900; elle fait ressortir un rapport (formation nette/formation brute) de l'ordre de 0,6 à 0,7, qui paraît élevé.

Des changements dans les bases des évaluations de la plupart des postes d'investissement étant intervenus entre 1870 et 1875, les résultats des comparaisons des données de

1. Value of Stock of Structures and Equipment in Specified Sectors in 1929 Prices : 1880 to 1948. *Historical Statistics*, op. cit. (séries 247-252, p. 152).

2. Reproduites par : *Études et Conjoncture, Économie mondiale*, INSEE, n° 1 (janvier 1948 : Capital, revenus et productivité, tableau xiv, p. 20).

cette période avec celles des années antérieures ou postérieures sont sujets à caution. Sous cette réserve, ces données offrent la matière de 3 remarques :

1^o Rapprochées des évaluations du produit national ⁽¹⁾, les estimations de la masse des investissements bruts font apparaître des taux d'investissement brut en capital fixe qui varient selon les époques entre 6-7 % et 10-11 %.

Le taux est de l'ordre de 8 % au cours des années soixante; il s'établit aux alentours de 10 % vers 1875-1880, puis fléchit au cours de la décennie qui suit (6 % en fin de période) et se redresse jusqu'au milieu de la première décennie du xx^e siècle (plus de 10 %). Il fléchit à nouveau jusqu'à la veille de la guerre de 1914-1918.

2^o Il n'y a pas de liaison entre les variations de ce taux d'investissement et les mouvements de longue durée des prix observés entre 1860 et 1913; les taux moyens qui correspondent aux périodes de hausse (1860-1873, 1896-1913) et de baisse (1873-1896) sont de l'ordre de 8 %.

3^o Les variations du taux d'investissement brut reflètent l'évolution (en valeur) des investissements bruts en capital fixe. Les évaluations suggèrent, en effet :

- un mouvement ascendant entre 1860 et 1866, suivi d'une contraction de courte durée jusqu'en 1868-1869;
- une reprise du mouvement ascendant entre 1870 et 1875, puis tendance à la contraction jusqu'en 1886-1887;
- une reprise du mouvement ascendant entre ces dernières années et le début du xx^e siècle, puis contraction jusqu'en 1907-1908, suivie d'un palier et d'une progression fort modérée au cours des années de l'immédiat avant guerre.

Ces grandes tendances traduisent l'évolution de la masse des investissements bruts en capital fixe. Mais elles apparaissent après élimination des investissements correspondant à la construction immobilière, à l'équipement ferroviaire et à la marine marchande, activités dont l'évolution est assez détachée de celle des cycles généraux de conjoncture et représentent, d'après les évaluations disponibles, 40 à 50 % de la formation brute de capital fixe.

Elles s'inscrivent sans doute dans le cadre des cycles généraux de la conjoncture. Mais, comme le montrent les données groupées pour chacune des 2 phases des 6 cycles observés entre 1860 et 1908, l'intensité des progressions et régressions des investissements est assez nuancée. On retiendra notamment que les « moyennes » de la phase d'essor 1880-1883 sont inférieures à celles de la phase de dépression qui la précède immédiatement (1874-1879).

(Il ne semble pas que ce fait soit imputable aux changements dans les bases des évaluations intervenues en 1875.)

Les diverses phases de l'évolution de l'investissement brut entre 1860 et 1913 qui viennent d'être sommairement retracées, notamment les « poussées » caractérisant les cycles économiques s'articulant autour de la crise de 1873, d'une part, et des crises de 1890 et 1900, d'autre part, apparaissent à travers les évaluations de l'investissement « net » correspondant à l'ensemble des secteurs de la formation de capital fixe.

A noter d'ailleurs que les variations du rapport net/brut, telles qu'elles ressortent des évaluations disponibles sont contenues dans des limites assez étroites (0,6 à 0,7) au cours de la période qui retient l'attention et que l'orientation de la construction immobilière à l'essor ou à la contraction n'influence que dans une faible mesure le niveau de ce rapport.

1. Estimations de C. H. FEINSTEIN (1855-1914), reproduites p. 367-368, in *Abstract of Historical Statistics*, op. cit.

Le tableau XIII a été établi d'après les évaluations annuelles de Ch. Feinstein relatives à la formation de capital fixe entre 1920 et 1938.

Il indique les moyennes annuelles du montant des investissements bruts et des investissements nets correspondant aux 4 périodes qui peuvent être distinguées dans l'évolution de la conjoncture britannique de l'entre-deux guerres :

- 1920-1926 : stagnation;
- 1927-1929 : essor modéré;
- 1930-1932 : dépression;
- 1933-1937 : essor,

pour chacun des 3 principaux secteurs de la formation de capital fixe :

- construction d'habitations,
- investissements productifs,
- investissements publics et sociaux.

Dans cette présentation, les investissements productifs correspondent à 6 postes des évaluations initiales : agriculture, mines et carrières, industries manufacturières, transports, distribution et services, et groupées sous une même rubrique : eau, gaz, électricité.

Il va sans dire que cette série d'évaluations ne se raccorde pas sur celle qui se rapporte aux années antérieures à la première guerre mondiale.

Rapprochées des estimations du produit national, les évaluations de la formation brute de capital fixe ne font pas apparaître de décalages sensibles entre les « taux d'investissement brut » caractérisant les 4 périodes distinguées plus haut; ces taux s'établissent en effet aux alentours de 10 %; on enregistre cependant une « pointe » (vers 11 %) entre 1927 et 1929.

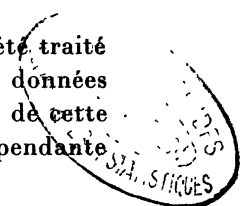
D'ailleurs, après le redressement qui suit la phase de stagnation 1920-1926 et qui ressort des évaluations à prix constants (prix de 1930), le montant moyen annuel de l'investissement brut correspondant aux 3 périodes comprises entre 1926 et 1938 n'accuse pas de fortes variations; le niveau des investissements productifs, notamment, apparaît stable au cours de ces 3 périodes (bien qu'il accuse de fortes variations d'une année à l'autre), les investissements du secteur de la construction d'habitations étant plus « fluctuants » au cours de ces 3 périodes.

Le rapport : net/brut caractérisant les 4 périodes de l'entre deux guerres est nettement plus élevé pour la construction d'habitations (de l'ordre de 0,6) que pour le secteur des investissements productifs (entre 0,04 et 0,15) où les estimations de la formation nette de capital fixe comportent des soldes négatifs, notamment dans l'immédiat après-guerre et, surtout, pendant la phase de dépression 1930-1932.

D'autre part, il n'est pas sans intérêt de noter la part importante qu'occupe la construction d'habitations dans la formation brute de capital fixe (de l'ordre de 30 %) et dans la formation nette de capital fixe (de l'ordre de 70 %) au cours de la période d'entre-deux-guerres.

Les données analysées dans ce paragraphe sont assorties d'une large approximation et les résultats de leur comparaison doivent être accueillis avec prudence. Mais bien qu'elles ne se prêtent pas à des analyses « fines », elles font néanmoins ressortir des « tendances ».

Sans revenir à cette place sur le cas de la construction d'habitations qui a été traité plus haut (§ II) et en nous en tenant au secteur des investissements productifs, les données qui viennent d'être analysées font ressortir, qu'au moins jusqu'en 1929, l'évolution de cette catégorie d'investissements, dans les 2 pays considérés, n'a pas été étroitement dépendante



de la tendance de longue durée des prix : la faible amplitude de la variation du taux d'investissement et des autres rapports caractérisant, en longue période, la formation du capital fixe en témoigne.

Certes, cette évolution n'accuse pas un parallélisme strict aux États-Unis et au Royaume-Uni : les rythmes de progression de l'investissement, brut et net, pour autant que les évaluations disponibles permettent de les apprécier, ne sont pas uniformes, les essors et les contractions sont plus ou moins décalés. Néanmoins, il est frappant de constater que la « poussée » qui caractérise l'évolution des investissements productifs aux États-Unis au cours des 12 dernières années du XIX^e siècle et des premières années de la décennie suivante, ressort également des données se rapportant au Royaume-Uni et, dans les 2 pays, cette « poussée » s'esquisse et s'affirme tandis que le mouvement de baisse des prix qui s'est amorcé en 1873 (plus tôt aux États-Unis) continue à se développer jusqu'en 1896.

* * *

Le rapprochement des données présentées aux paragraphes I et III permet une esquisse sommaire de l'évolution des investissements productifs dans les pays industriels au cours de la phase longue de baisse des prix : 1873-1896 (les données se rapportant à l'Allemagne étant trop espacées ne permettent pas d'inclure ce pays dans l'analyse qui suit).

En fait, cette évolution reflète assez fidèlement les caractères généraux de la conjoncture des affaires qui prévaut au cours des 3 dernières décades du XIX^e siècle, notamment entre 1873 et 1896, dans les 3 pays qui retiennent l'attention. A cet égard, l'intensité des crises cycliques qui ont marqué cette période (1873, 1882-1883, 1890-1893), a varié selon les pays : la crise de 1873 a été ressentie davantage aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne et en France; à l'inverse l'économie de ces 2 derniers pays a été plus affectée par la crise de 1882-1883 que l'économie américaine. Enfin, la crise de 1890 n'a pas été suivie, en Grande-Bretagne et en France, d'une dépression profonde : dans ces 2 pays l'activité industrielle « plafonne » entre 1890 et 1895, tandis qu'aux États-Unis la crise est plus tardive (1893) et s'accompagne d'une dépression profonde, mais de courte durée.

Or l'évolution des investissements, telle qu'elle ressort des données à notre disposition, apparaît assez nuancée selon les pays au début du mouvement de baisse des prix de longue durée : 1873-1896. Aux États-Unis, entre 1869 et 1879, le taux annuel d'accroissement de la puissance motrice disponible dans l'industrie est du même ordre que le taux moyen de la période 1849-1869 (tableaux III et IV). mais en Grande Bretagne les évaluations de la valeur des investissements font ressortir une progression de cette dernière entre 1869 et 1879 par rapport à la décennie précédente, le niveau de l'investissement reste d'ailleurs élevé après l'apparition de la crise de 1873 (tableau XII) et en France, la puissance des machines à vapeur (seule donnée disponible pour cette époque) s'accroît entre 1870 et 1879 à un taux moyen très voisin de celui qui correspond à l'évolution de la décade précédente. Le taux caractérisant la phase de « dépression » 1873-1879 reste élevé (tableau V).

Mais tandis qu'aux États-Unis le redressement du niveau des investissements productifs s'esquisse entre 1880 et 1890 (tableaux IV, IX et X), en Grande Bretagne et en France le niveau de l'investissement est faible sur une grande partie de cette décade il marque même un recul à partir de 1883-1884.

Une « poussée » se dessine vers 1890. Elle suit celle qui s'est amorcée quelques années plus tôt aux États-Unis et cet essor des investissements productifs se poursuit jusqu'au milieu de la première décade du XX^e siècle dans les économies anglo-saxonnes, avec cependant

un ralentissement, limité aux biens de production, entre 1894 et 1897 aux États-Unis (1), jusqu'en 1900 en France.

L'évolution qui vient d'être retracée appelle 4 remarques :

1^o En France et en Grande-Bretagne, l'expansion des investissements, telle qu'elle ressort des données annuelles disponibles, est relativement faible au début de la phase d'essor précédant la crise de 1890 mais elle tend à s'accélérer entre 1890 et 1895, c'est-à-dire à une époque qui, d'après le découpage des phases de conjoncture, correspond à une « dépression ». L'essor de l'investissement « anticipe » ainsi sur l'évolution cyclique et il précède de plusieurs années le retournement de l'orientation de longue durée des prix (tableau XIV).

2^o En Grande Bretagne, la poussée des investissements productifs est accompagnée d'une phase d'expansion de la construction d'habitations qui se développe entre 1890 et 1903; aux États-Unis, cette poussée coïncide, au moins pendant la dernière décade du XIX^e siècle, avec une phase de contraction modérée du building cycle et, en France, la construction immobilière n'accuse pas de fortes fluctuations au cours de cette période.

3^o Comme nous l'avons précédemment noté, aux États-Unis, cet essor des investissements productifs, amorcé durant l'avant dernière décade du XX^e siècle, ne s'accompagne pas d'une progression caractéristique des investissements des entreprises de services publics.

Par contre, en Grande Bretagne, les données disponibles (tableau XII) font ressortir une certaine progression des investissements ferroviaires au cours de la période correspondant à la forte poussée des investissements productifs de la fin du XIX^e siècle.

En France, l'équipement ferroviaire marque un ralentissement très net après le « boom » des années 1880 (2).

Pour ces 2 derniers pays, les données sur les investissements des autres services publics (notamment : équipement électrique, transports urbains) font défaut mais en raison de leur faible importance (3), leur « effet d'entraînement » sur l'amorce de la phase d'essor des investissements de la dernière décade du XIX^e siècle paraît avoir été très limité.

1. La valeur de la production des biens de productions durables a évolué comme suit entre 1892 et 1897 (d'après les évaluations de W. H. SHAW, reproduites dans *Historical Statistics of the United States*, op. cit. p. 421 422) :

1892 : 587 millions	1895 : 496 millions
1893 : 565 millions	1896 : 519 millions
1894 : 436 millions	1897 : 493 millions

Les évaluations de KUZNETS, reproduites aux tableaux IX et X enregistrent ce fléchissement des investissements en matériel, mais elles font ressortir une progression sensible des investissements en constructions entre les 2 périodes quinquennales 1887 1891 et 1892-1897; la ventilation entre ces 2 postes des évaluations portées au tableau IX s'établit comme suit (moyenne annuelle) :

	1887 1891	1892 1896
Matériels.	640	600
Constructions.	980	1 350
	1 620	1 950

2. La moyenne annuelle des dépenses d'établissement des chemins de fer, qui était de l'ordre de 600 millions de francs entre 1880 et 1885, est ramenée à 300 millions entre 1885 et 1890 et aux alentours de 200 millions au cours de la décennie suivante (d'après le tableau des dépenses d'établissement des chemins de fer reproduit dans l'étude de M. J.-C. TOUTAIN : les transports en France de 1830 à 1865, Cahiers de l'ISEA, série *Histoire quantitative de l'économie française*, n° 8, septembre octobre 1967, pp. 183-184).

3. Aux États Unis, les investissements réalisés au titre de ces 2 activités représentent environ le quart de la masse des investissements nets des publics utilisés entre 1890 et 1895 (d'après le tableau p. 591, *Historical Statistics of the United States*, op. cit.).

4° En France et, dans une moindre mesure, semble-t il, en Grande-Bretagne l'alternance des essors et dépressions « cycliques » n'est pas caractérisée par des variations notables du rythme des investissements au cours des 3 dernières décades du XIX^e siècle (tableaux V et XII).

Certes, pendant cette période, à l'exception du cycle des affaires qui s'articule autour de la crise de 1882-1883, la conjoncture est assez terne dans ces 2 pays, ce qui peut expliquer le faible décalage des taux de progression des investissements correspondant aux phases d'essor et de dépression, mais cette évolution traduit aussi, et surtout, la continuité d'un processus de rationalisation de la production par une mécanisation accrue sous le climat d'une baisse des prix qui ne connaît guère de répit pendant un quart de siècle (1).

L'analyse des données présentées dans cette note et les remarques que suggère le mouvement des investissements productifs au cours de la phase de baisse des prix de longue durée qui s'étend entre 1873 et 1896 — sur lequel nous venons de nous attarder — amènent à conclure qu'entre le milieu du XIX^e siècle et l'apparition de la crise de 1929, les retournements de la tendance des prix à long terme n'ont guère influencé la formation de capital fixe correspondant à des investissements productifs. Et, comme on l'a vu plus haut (conclusions du paragraphe II) il en a été de même en ce qui concerne la construction d'habitations.

Cependant, en nous en tenant au cadre chronologique de la présente étude, cette conclusion ne vaut pas pour la décennie qui a précédé la deuxième guerre mondiale; caractérisée d'abord par une chute brutale des investissements, puis par une reprise qui s'est esquissée lentement, cette période a été suivie d'un redressement d'amplitude très modérée, surtout dans le secteur des investissements privés, ainsi qu'en témoignent les indications du tableau XV, qui complètent, pour les pays européens, les données sur l'évolution des investissements au cours de cette période, précédemment présentées pour les États-Unis (tableau XI).

Les « redressements » qui apparaissent en 1937 en Allemagne et au Royaume-Uni ne doivent pas faire illusion car, dans ces 2 pays, entre 1919 et la crise de 1929, la conjoncture économique n'a pas été exempte de faiblesses et, en particulier, l'essor des affaires qui a précédé la crise a été d'une envergure assez modeste, surtout au Royaume Uni.

D'autre part, en Allemagne, les investissements des collectivités publiques représentaient, en 1937, plus de la moitié de la masse des investissements contre un tiers en 1928; et la progression de cette dernière, entre 1928 et 1937 (1 700 millions de RM), est notablement inférieure à celle des administrations (près de 4 milliards de RM).

En fait, l'investissement privé reste fort déprimé et, à la veille de la deuxième guerre mondiale, dans la plupart des pays occidentaux, le niveau de l'activité industrielle s'établissait à peine au niveau d'avant la crise (2) ou, en tout cas, n'accusait que de fort modestes progrès par rapport à ce dernier.

Pourtant, le « fond » de la dépression avait été atteint vers le milieu de 1932 : une « reprise » de la production s'amorce, mais elle tournera court dans certains pays.

Pourquoi un redressement si lent?

Sans négliger les incidences politiques de la dépression, deux faits paraissent dignes d'attention : l'une se place sur le plan de la conjoncture, l'autre sur le plan de la « structure » de l'appareil de production.

1. Voir les remarques de F. SIMIAND sur le développement de la consommation d'énergie à cette époque. En France : Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie, II, *op. cit.* (pp. 149 à 160). Aux États-Unis : Inflation et stabilisation alternées, *op. cit.* (p. 140).

2. Voir notre étude : Les fluctuations de la production industrielle et de l'emploi dans l'industrie depuis 1914, *op. cit.* (tableau VII, p. 94).

Il n'est guère discutable, qu'entre 1929 et 1933, la baisse des prix a été, à la fois, plus brutale et plus profonde que lors des crises antérieures : entre ces 2 années, les indices généraux des prix de gros accusent des baisses de l'ordre de 30 à 40 % (en France où la baisse se prolonge jusqu'en 1935, le recul atteint 45 % entre 1929 et 1935).

A titre de comparaison ⁽¹⁾, au cours des 4 années qui ont suivi la crise de 1873, sauf aux États Unis, la baisse des indices est comprise entre 16 et 25 % et, sur l'ensemble de la phase de dépression 1873-1879, elle s'inscrit entre 20 et 33 %, mais une hausse sensible, surtout en Allemagne, avait précédé la crise de 1873 (tableau XIV), alors qu'au cours des années antérieures à 1929 une certaine stabilisation du niveau des prix de gros, voire une légère tendance à la baisse avait prévalu.

Il est évident que l'évolution des prix entre 1929 et 1933 s'accompagnant d'ailleurs de décalages sectoriels — secteurs « abrités », secteurs « non abrités » — a profondément bouleversé les conditions antérieures de la production et des échanges. Une dure « adaptation » s'impose; elle sera lente.

Sur le plan de la structure de l'appareil de production, à des degrés variables selon les pays et les secteurs d'activité, les mouvements de concentration des années vingt ⁽²⁾ ont développé l'interdépendance des entreprises sur le plan financier.

Ainsi, aux États Unis, « l'intégration s'accomplit moins par la concentration d'un plus grand nombre de salariés dans des usines distinctes que par une superstructure commune de propriété et de contrôle », précise un rapport sur le recensement des manufactures de 1929 ⁽³⁾.

En même temps, la dissociation de la propriété et de la direction des affaires s'accroissait.

A cet égard, dans les pages de la « Théorie générale » consacrées à l'état de la prévision à long terme, après quelques allusions à l'investissement dans les affaires privées « conçues à l'ancienne mode » J.-M. Keynes note : « La scission entre la propriété et la gestion du capital, qui prévaut à l'heure actuelle, et l'extension prise par les marchés financiers organisés ont fait intervenir un nouveau facteur d'une grande importance, qui facilite parfois l'investissement mais qui parfois aussi contribue à aggraver l'instabilité du système » (car) « ... les réévaluations journalières du Stock Exchange, bien qu'elles soient surtout destinées à faciliter les transferts des capitaux anciens d'un individu à un autre, exercent nécessairement une influence décisive sur le montant de l'investissement courant ⁽⁴⁾ ».

Et tel fut bien le cas sous le climat boursier déprimé des années trente.

1. Dans le volume : Mouvement économique en France de 1929 à 1939, Service national des statistiques, Paris, Imprimerie nationale, 1941, M. Alfred SAUVY rappelle l'amplitude des baisses de prix qui, en France, ont accompagné les crises économiques intervenues entre 1837 et 1929 (p. 113).

2. Sur l'importance et les formes de ces mouvements voir, notamment : MAX HERMANT : Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne 1918-1931, Paris, Armand Colin, 1931 (p. 113 à 136).

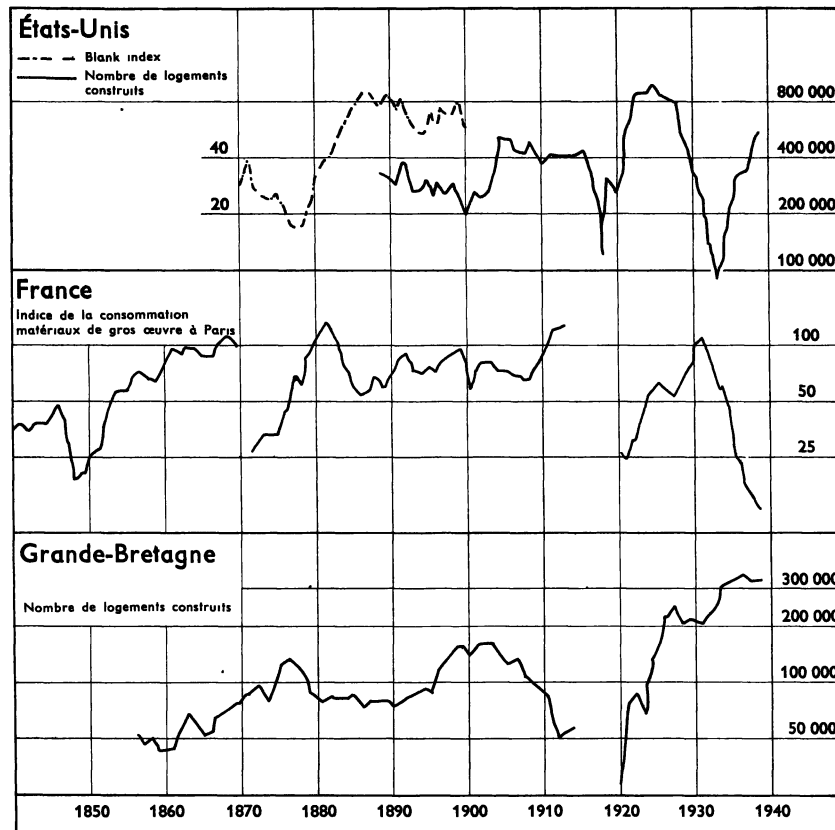
Harold Underwood FAULKNER : Histoire économique des États Unis d'Amérique des origines à nos jours. Adapté de l'anglais par Odette MERLAT GUITARD, Paris, Presses universitaires de France, 1958 (tome second, pp. 610 à 616).

J.K. GALBRAITH : La crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière, traduction par A. LEGALLO, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1961 (pp. 203 et 204, l'auteur traite de certains aspects des concentrations sur le plan du financement des investissements pendant la dépression).

De la France d'avant guerre à la France d'aujourd'hui, numéro spécial de la Revue d'Économie politique, 1939 (notamment les chroniques de MM. AUCUY et DENUC).

3. Cité par H.U. FAULKNER. *op. cit.* (p. 612).

4. J. M. KEYNES : Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie. Traduit de l'anglais par Jean de Largentaye, Paris, Payot, 1942 (pp. 165 et 166).



Source et nature des séries du diagramme

- A — États Unis : 1870 1900, Indice (1929 = 100) des logements urbains construits, calculé par Blank, série 66, p. 387 } *Historical Statistics of the United States, op. cit.*
 1889 1939, Évaluation du nombre de logements construits, sauf fermes, série 106, p. 387
- B — 1840 1938, Indice de la consommation de matériaux de gros œuvre à Paris (1909 1913 = 100), calculé par L. Flaus; Les fluctuations de la construction d'habitations urbaines } *Journal de la Société de statistique de Paris* mai juin 1949, (p. 218).
- C — Grande-Bretagne : 1856 1938, évaluation du nombre de logements construits par B. Weber, p. 239 } *Abstract of British Historical Statistics, op. cit.*

TABLEAU I

Population de l'Allemagne, des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni
d'après les recensements effectués entre 1830 et 1930 vers l'année indiquée

Chiffres arrondis, millions d'habitants

Année	Allemagne	États Unis	France	Royaume Uni	
				Grande Bretagne	Irlande
1830	29,8	12,9	32,6	16,3	7,8
1840	32,8	17,1	34,2	18,5	8,2
1850	35,9	23,2	35,8	20,8	6,6
1860	38,1	31,4	37,4	23,1	5,8
1870	41,1	38,6	36,1	26,1	5,4
1880	45,2	50,2	37,7	29,7	5,2
1890	49,4	62,9	38,3	33,0	4,7
1900	56,4	76,0	39,0	37,0	4,5
1910	64,9	92,0	39,6	40,8	4,4
1920	59,2	105,7	39,2	42,8	1,3
1930	64,8	122,9	41,8	44,8	1,2

N. B. : les barres horizontales indiquent que des changements territoriaux sont intervenus entre 2 recensements.

Source : Annuaire statistique 1938. Direction de la Statistique générale et de la documentation. Paris, Imprimerie nationale, 1939 (tableaux, p. 228 et 229 du présumé rétrospectif).

TABLEAU II

Évolution du rapport de la valeur nette de la production industrielle ⁽¹⁾
à la valeur nette de la production agricole ⁽²⁾
aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne entre 1830 et 1930

Année	États Unis	France	Grande Bretagne
1831	—	—	1,47
1835	—	0,5	—
1839	0,46	—	—
1859	—	0,67	—
1861	—	—	2,1
1869	0,9	—	—
1891	—	—	4,5
1892	—	0,87	—
1899	2	—	—
1908-1910	—	1,04	—
1924	—	—	9,8
1929	3,3	—	—
1931	—	1,8	—

N. B. : les barres horizontales indiquent un changement dans l'origine des données utilisées pour le calcul du rapport.

Source des données utilisées pour le calcul du rapport :

États Unis : évaluations de E. Galmann : « Commodity Output in the U. S. A. 1839-1899 » reproduits dans : Historical Statistics of United States, colonial times to 1957, U. S. Bureau of the Census, Washington DC, 1960 (tableaux 10 21, p. 139) pour les données 1839, 1869 et 1899; pour 1929 : estimation du revenu national par branche d'origine, Office of Business Economics, également reproduite dans le volume précité (tableaux 22 23 p. 140).

France : estimations du produit national brut par branche d'activité : prise de vues sur la croissance de l'économie française, 1870 1950 par François Ferroux, tableau reproduit dans l'annuaire statistique de la France, résumé rétrospectif 1966, I. N. S. E. E., Paris; et pour l'année 1931, estimations de MM. Vincent et Froment dans l'étude spéciale n° 3 de l'Institut de Conjoncture : Le progrès technique en France depuis 100 ans, Imprimerie nationale, Paris, 1944 (p. 112).

Grande Bretagne : Phyllis Deane et W. A. Cole : British Economic Growth 1688 1955, estimations reproduites dans Abstract of British Historical Statistics, B. R. Mitchell with the collaboration of Phyllis Deane, Cambridge University Press, 1962 (p. 366).

1. Y compris les industries extractives, le bâtiment et les travaux publics.
2. Y compris les pêches et les exploitations forestières.

TABLEAU III

*Évolution en longue période de la puissance totale des moteurs installés
dans les industries manufacturières
(Allemagne, États-Unis, France)*

(Allemagne, États Unis, France)

Année	Unité de puissance	Puissance des moteurs (milliers d'unités)				Puissance totale disponible (milliers d'unités)	Taux moyen annuel d'accroissement de la puissance en %				
		Moteurs primaires		Moteurs secondaires			des moteurs primaires		des moteurs secondaires		totale disponible
		machines à vapeur	ensemble	alimentés par de l'énergie achetée	ensemble		machines à vapeur	ensemble	alimentés par de l'énergie achetée	ensemble	
<i>Allemagne</i>											
1895 . . .	CV.	—	705 ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	—
1895 . . .	—	—	2 697	—	—	—	—	—	—	—	—
1907 . . .	a)	—	5 418	—	—	—	—	6	—	—	—
	b)	—	4 977 ⁽²⁾	—	—	5 540 ⁽²⁾	—	—	—	—	—
1925 . . .	—	—	9 989 ⁽²⁾	—	9 535	16 113 ⁽²⁾	—	3,9	—	—	6,1
1933 . . .	—	—	—	—	13 056	—	—	—	—	4	—
<i>États-Unis</i>											
1849 . . .	H.P.	—	(1 100)	—	—	(1 100)	—	—	—	—	(3,85)
1869 . . .	—	1 216	2 346	—	—	2 346	—	(3,85)	—	—	—
1899 . . .	a)	8 743	10 805	183	495	10 988	6,7	5,2	—	—	5,3
	b)	7 800	9 633	178	—	9 811	—	—	—	—	—
1914 . . .	—	15 590	17 858	3 707	8 836	21 565	4,7	4,2	22,4	21	5,4
1929 . . .	—	17 360	19 328	21 794	35 152	41 122	0,7	0,5	12,5	9,6	4,4
1939 . . .	—	—	21 077	28 816	—	49 893	—	0,9	2,8	—	1,9
1954 . . .	—	—	35 579	72 782	—	108 361	49 893	3,5	6,4	—	5,3
<i>France</i>											
1906 . . .	KW	—	1 996	—	—	1 924 ⁽²⁾	—	—	—	—	—
1926 . . .	a)	—	3 248	1 402	2 326	4 650	—	3	—	—	4,5
	b)	—	3 814	1 500	2 600	5 314	—	—	—	—	—
1931 . . .	—	—	4 499	2 502	4 278	7 001	—	3,3	10,3	10,5	5,6

1. Non compris la puissance des moteurs installés dans les établissements occupant moins de 5 personnes

2. Évaluation de M. Pierre Jérôme, *op. cit.*

(a) Pour comparaison avec l'année précédente

(b) Pour comparaison avec l'année suivante.

Sources :

Allemagne, Bulletin de la Statistique Générale de la France, janvier mars 1938 : Le recensement de 1933 et le développement industriel depuis 1875 (d'après le tableau p. 261, forces motrices).

États Unis : Recensement des manufactures, tableaux pp. 409 et 506, dans : *Historical Statistics of United States*, colonial times to 1957, U. S. Bureau of Census, Washington DG 1960, complétés par les résultats plus détaillés (notamment en ce qui concerne la puissance des machines à vapeur et la puissance des moteurs électriques) figurant à l'*Annuaire Statistique*, 1938, Direction de la Statistique Générale et de la Documentation, Paris, Imprimerie nationale (tableau, p. 381 du résumé rétrospectif).

France : Statistique des forces motrices en 1926 et 1931, Paris, Imprimerie nationale.

TABLEAU IV

Évolution de la puissance totale des moteurs installés dans les industries manufacturières aux États-Unis entre 1869 et 1929

Année	Puissance (milliers de C.V.)			Taux moyen annuel d'accroissement de la puissance		
	des moteurs		totale disponible	des moteurs		totale disponible
	primaires	secondaires alimentés par de l'énergie achetée		primaires	secondaires alimentés par de l'énergie achetée	
1869	2 346	—	2 346	3,8	—	3,8
1879	3.411	—	3.411	5,7	—	5,7
1889	5 939	—	5 939	6,1	—	6,3
1899 { a.	10 805	183	10 988	5,5	19,1	5,3
b.	9 633	178	9 811			
1904	12 605	428	13 033	5,4	31,2	6,7
1909	16 393	1 669	18 062	1,7	17,3	3,6
1914	17 858	3 707	21 565	1,7	19,8	5,6
1919	19 432	8 965	28 397	—	9,1	3,2
1925	19 243	15 116	34 359	—	9,5	4,6
1929	19 328	21 794	41 122			

Source : la même qu'au tableau III.

TABLEAU V

Évolution de la puissance des machines à vapeur en France entre 1839 et 1913

Année		Agriculture, mines, industries			Industries manufacturières		
Fond de dépression	Crise	Puissance des machines (milliers de CV)	Taux moyen annuel d'accroissement de la puissance des machines en %		Puissance des machines (milliers de CV)	Taux moyen annuel d'accroissement de la puissance des machines en %	
			entre 2 années	par cycle		entre 2 années	par cycle
1839		33			—		
	1847	62	8,2	6,6	—		
1850		67	2,6		—		
	1857	140	11	10,8	—	—	—
1859		169	9,8		—	—	—
	1866	275	7,2	6,9	—	—	—
1867		289	5		—	—	—
	1870	336	5,1		—	—	—
	1871	316			—	—	—
	1873	362	7,0	5,5	—	—	—
1879		516	6,1		346	—	—
	1882	612	5,8	4,7	404	5,2	4,2
1886		714	3,9		462	3,4	
	1890	841	4,1	5	527	3,3	4,3
1895		1 115	5,8		705	5,9	
	1900	1 652	8,1	7,3	1 059	8,5	7,4
1902		1 830	5,2		1 163	4,8	
	1907	2 195	3,7	4,1	1 381	3,5	3,8
1908		2 336	6,4		1 461	5,8	
	1913	2 756	3,3	—	1 669	2,7	—

Source : Statistique annuelle de l'industrie minérale et des appareils à vapeur reproduite (p. 90 du résumé rétrospectif) à l'Annuaire statistique, 1938, op. cit.

TABLEAU VI

Nombre de logements construits en Angleterre et au Pays de Galle entre 1919 et 1938

Année se terminant le 31 mars	Nombre de logements construits (en milliers)				
	par les collectivités locales	par les entreprises privées			au total
		avec subventions	sans subvention	total	
1920	0,6	0,1			
1921	15,6	13,0			
1922	80,8	20,3	53,8	97,5	252,0
1923	57,5	10,3			
1924	14,3	4,3	67,5	71,8	86,1
1925	20,7	47,0	69,2	116,2	136,9
1926	44,2	62,8	66,4	129,2	173,4
1927	74,1	79,6	63,9	143,5	217,6
1928	104,1	74,6	60,3	134,9	239,0
1929	55,7	49,1	64,7	113,8	169,5
1930	61,8	50,2	90,1	140,3	202,1
1931	55,9	2,6	125,4	128,0	183,9
1932	70,1	2,3	128,4	130,7	200,8
1933	55,9	2,5	142,0	144,5	200,4
1934	56,0	2,8	207,9	210,7	266,7
1935	40,2	1,1	286,4	287,5	327,7
1936	53,5	0,2	271,7	271,9	325,4
1937	71,8	0,8	274,4	275,2	347,0
1938	78,0	2,6	257,1	259,7	337,7
1939	100,9	4,2	226,4	230,6	331,5

Source : Statistiques et études financières, supplément finances comparées n° 7 8, 1950. Imprimerie nationale, Paris, p. 476 (d'après M. Bowley : Housing and the State, p. 271).

TABLEAU VII

Répartition des logements recensés en France en mai 1954 d'après l'époque de construction

Cadre géographique	Nombre de logements					d'âge non déclaré	Nombre total de logements recensés
	construits						
	avant 1850	entre 1850 et 1870	entre 1871 et 1914	entre 1915 et 1939	entre 1940 et mai 1954		
<i>I — Ensemble des communes</i>							
Paris	193	227	491	176	8	103	1 198
Seine banlieue	32	167	412	213	29	60	913
Seine-et-Oise et Seine-et-Marne	147	85	160	248	52	54	746
Région parisienne	372	479	1 063	637	89	217	2 857
8 départements gravement sinistrés en 1914-1918 (1)	310	233	539	558	149	45	1 834
79 autres départements	3 278	1 708	2 308	1 385	632	458	9 769
Total	3 960	2 420	3 910	2 580	870	720	14 460
<i>II — Ensemble des communes urbaines</i>							
Paris	193	227	491	176	8	103	1 198
Seine-banlieue	32	167	412	213	29	60	913
Seine-et-Oise et Seine-et-Marne	70	46	123	208	29	41	527
Région parisienne	295	440	1 026	597	76	204	2 638
8 départements gravement sinistrés en 1914-1918 (1)	124	112	418	369	114	31	1 168
79 autres départements	971	668	1 286	884	360	265	4 434
Total	1 390	1 220	2 730	1 850	550	500	8 240
<i>III — Ensemble des communes rurales</i>							
Région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne)	77	99	87	40	13	13	219
8 départements gravement sinistrés en 1914-1918 (1)	186	121	121	189	35	14	666
79 autres départements	2 307	1 040	1 022	501	272	193	5 335
Total	2 570	1 260	1 230	730	320	220	6 220

1. Alsace, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Pas de Calais, Somme.

Source : Bulletin statistique du ministère de la Construction, décembre 1953 ; nombre d'immeubles comportant des logements d'habitation ordinaire et nombre de ces logements suivant la date d'achèvement au recensement de 1954 (tableaux, pp. II à XIII).

TABLEAU VIII

*Nombre moyen annuel de logements construits en France
au cours des périodes 1850-1870, 1871-1914 et 1915-1939*

(Logements recensés en mai 1954)

Cadre géographique	<i>Milliers de logements</i>			
	Entre 1850 et 1870	Entre 1871 et 1914	Entre 1915 et 1939	
			au total	sans la reconstruction
<i>I — Ensemble des communes</i>				
a) Région parisienne	23	24	25	25
dont : Paris	(10,8)	(11,2)	(7,0)	(7,0)
b) Province	92	65	78	67
dont : 8 départements gravement sinistrés en 1914 1918	—	—	(22,3)	(11,0)
a + b) Total	115	89	103	92
<i>II — Communes urbaines</i>				
a) Région parisienne	21	23	24	24
dont : Paris	(10,8)	(11,2)	(7,0)	(7,0)
b) Province	37	39	50	44,5
dont : 8 départements gravement sinistrés en 1914 1918	—	—	(14,8)	(9,0)
a + b) Total	58	62	74	68,5
<i>III — Communes rurales</i>				
Ensemble des communes rurales	57	27	29	23,5
dont : 8 départements gravement sinistrés en 1914 1918	—	—	(7,5)	(2,0)

Source : calculs d'après les indications du tableau VII.

TABLEAU IX

Produit national brut et formation de capital fixe aux États-Unis, 1869-1931

Moyennes annuelles en millions de dollars aux prix courants

Période	Produit national brut	Formation brute de capital fixe				Formation nette de capital fixe				Rapport : formation brute de capital fixe / produit national brut		Rapport : formation nette de capital fixe / formation brute de capital fixe			
		Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Constructions publiques	Total	Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Constructions publiques	Total	Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Total	Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Total
1869-1873	6 710	220	890	60	1 170	160	460	20	640	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1872-1876	7 530	250	1 000	70	1 320	180	490	30	700	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1877-1881	9 180	310	970	70	1 350	230	390	30	650	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1882-1886	11 300	570	1 270	100	1 940	450	460	50	960	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1887-1891	12 300	810	1 620	120	2 550	630	600	60	1 290	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1892-1896	13 100	720	1 950	140	2 810	500	370	70	1 440	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1872-1896	10 680	522	1 362	100	1 984	398	562	48	1 008	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1897-1901	16 800	650	2 270	180	3 100	360	890	100	1 350	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1902-1906	23 500	930	3 410	310	4 650	580	1 570	180	2 310	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1907-1911	30 400	1 180	4 180	500	5 870	660	1 700	320	2 680	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1912-1916	35 900	1 260	4 560	640	6 450	640	1 180	370	2 190	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1897-1916	27 400	1 007	3 603	408	5 018	555	1 335	242	2 132	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1917-1921	71 600	1 190	7 510	990	9 690	90	780	380	1 260	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1922-1926	84 800	4 500	9 650	1 880	16 030	3 160	2 890	1 080	7 130	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1927-1931	89 900	3 220	10 140	2 560	15 920	1 590	2 680	1 560	5 830	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1917-1931	82 100	2 970	9 100	1 810	13 880	1 613	2 120	1 007	4 740	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105
1869-1931	50 845	1 860	5 958	1 008	8 817	1 008	1 670	570	3 250	0,037	0,068	0,105	0,037	0,068	0,105

Source: Évaluations de Simon Kuznets: Capital in the American Economy. Its Formation and Financing (NBER, New York), reproduites (par période quinquennale) dans *Historical Statistics of the United States*, op. cit. (tableaux, pp. 143 et 144).

TABLEAU X

Produit national brut et formation de capital fixe aux États-Unis, 1869-1931

Moyennes annuelles en millions de dollars aux prix de 1929

Période	Produit national brut	Formation brute de capital fixe				Formation nette de capital fixe				Rapport : formation brute de capital fixe / produit national brut		Rapport : formation brute de capital fixe / formation brute de capital fixe			
		Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Constructions publiques	Total	Construction d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Constructions publiques	Total	Constructions d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Total	Constructions d'habitations sans fermes	Autres constructions privées et biens de production	Total
1869-1873	9 100	470	1 380	110	1 960	340	760	50	1 150	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1872-1876	11 200	550	1 640	130	2 320	400	840	70	1 310	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1877-1881	16 100	820	1 910	160	2 890	600	780	80	1 460	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1882-1886	20 700	1 410	2 470	210	4 090	1 110	890	110	2 110	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1887-1891	24 000	2 090	3 380	270	5 690	1 630	1 260	140	3 030	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1892-1896	28 300	2 020	4 610	340	6 970	1 400	2 020	190	3 610	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1897-1898	20 060	1 378	2 792	222	4 392	1 028	1 158	118	2 304	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1899-1901	35 400	1 720	5 050	430	7 200	960	2 010	230	3 200	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1902-1906	45 000	2 100	6 980	650	9 680	1 240	3 230	400	4 870	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1907-1911	52 600	2 300	7 710	950	10 960	1 290	3 130	610	5 080	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1912-1916	59 700	2 340	7 490	1 120	10 950	1 190	2 000	660	3 850	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1897-1916	48 175	2 115	6 795	788	9 698	1 170	2 592	475	4 237	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1917-1921	69 700	1 310	7 080	920	9 310	90	760	340	1 190	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1922-1926	84 400	4 700	9 820	1 750	16 270	3 310	2 940	1 000	7 250	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1927-1931	93 400	3 340	10 440	2 860	16 440	1 640	2 710	1 620	5 970	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1917-1931	81 890	3 117	9 113	1 776	13 006	1 680	2 137	987	4 804	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52
1897-1931	62 600	2 544	7 788	1 211	11 453	1 388	2 397	694	4 479	0,068	0,139	0,219	0,74	0,42	0,52

Source: Évaluations de Simon Kuznets: Capital in the American Economy, Its Formation and Financing (NBER, New York), reproduites (par période quinquennale) dans *Historical Statistics of the United States*, op. cit. (tableaux, pp. 143 et 144).

TABLEAU XI

Produit national brut et formation brute de capital fixe aux États-Unis, 1929-1939

Données et moyennes annuelles

Année ou période	Milliards de dollars aux prix courants					Milliards de dollars aux prix de 1954			
	Produit national brut	Investissement brut privé en capital fixe			Construc- tions publi- ques	Produit national brut	Investissement brut privé en capital fixe		
		Habitations sauf fermes	Autres construc- tions et biens d'équipe- ment	total			Habitations sauf fermes	Autres construc- tions et biens d'équipe- ment	Total
1929	104,4	3,6	11,0	14,6	2,5	181,8	8,7	23,3	32,0
1930	91,1	2,1	8,6	10,7	2,9	164,5	5,1	19,2	24,3
1931	76,3	1,6	5,2	6,8	2,7	153,0	4,2	12,5	16,7
1932	58,5	0,6	2,8	3,4	1,9	130,1	2,1	7,4	9,5
1933	56,0	0,5	2,6	3,1	1,6	126,6	1,6	6,7	8,3
1930 1933 . . .	70,5	1,2	4,8	6,0	2,3	143,5	3,25	11,45	14,7
1934	65,0	0,6	3,4	4,0	2,2	138,5	1,9	8,2	10,1
1935	72,5	1,0	4,4	5,4	2,2	152,9	3,1	10,3	13,4
1936	82,7	1,6	5,9	7,5	3,5	173,3	4,6	14,1	18,7
1937	90,8	1,9	7,6	9,5	3,1	188,5	5,0	16,8	21,8
1934 1937 . . .	77,8	1,3	5,3	6,6	2,75	162,0	3,65	12,3	16,0
1938	85,2	2,0	5,6	7,6	3,4	175,1	5,1	12,3	17,4
1939	91,1	2,7	6,3	9,0	3,8	189,3	6,8	13,9	20,7

Source : évaluations de l'Office of Business Economics, reproduites dans *Historical Statistics of the United States* (pp. 142 et 143) en ce qui concerne le produit national brut et l'investissement brut privé en capital fixe, évaluations du Department of Labor et du Department of Commerce en ce qui concerne les constructions publiques, reproduites (pp. 379 et 380) dans le volume précité.

TABLEAU XII

Formation de capital fixe au Royaume-Uni, 1860-1913

Moyennes annuelles en millions de Livres

Année de crise	Période	Formation brute de capital fixe aux prix courants						Formation nette de capital fixe	
		Construc- tion d'habitations	Chemins de fer	Marine marchande	Collectivités locales	Autres investis- sements	Ensemble	aux prix courants	aux prix de 1900
1866 . . .	1860 1866	9,8	19,4	8,2	4,6	25,4	67,4	45	59
	1867 1868	12,5	11,5	7,1	5,8	24,6	61,5	42	46
1873 . . .	1869 1873	17,6	13,0	11,9	6,5	33,0	82,0	57	57
	1874 1879	23,2	16,7	13,4	14,2	43,2	110,7	79	81
1883 . . .	1880 1883	16,7	14,8	17,7	12,3	33,2	94,7	65	67
	1884 1886	15,2	13,0	9,4	12,0	28,3	77,9	48	56
1890 . . .	1887 1890	15,4	11,1	12,7	9,8	27,2	76,2	45	52
	1891-1894	17,0	14,4	11,8	14,9	35,9	94,0	57	67
1900 . . .	1895 1900	28,0	17,2	12,7	23,6	59,8	141,3	100	113
	1901 1904	32,9	19,0	16,4	38,3	84,4	191	141	152
1907 . . .	1905 1907	28,2	15,4	20,3	27,2	71,2	162,3	112	121
	1908	22,5	8,7	10,0	22,1	66,6	119,9	77	81
1913 . . .	1909 1913	17	7,3	18,6	21,7	65,7	130,3	84	87

Source : évaluations annuelles de C. H. Feinstein : *Income and Investment in the United Kingdom, 1854 1914*, reproduites dans *An Abstract of British Historical Statistics*, BR Mitchell with the collaboration of Phyllis Deane, Cambridge University Press, 1962 (pp. 373 et 374).

N. B : Des changements dans les bases des évaluations sont intervenues entre 1869 et 1875.

TABLEAU XIII

Formation de capital fixe au Royaume-Uni : 1920-1938

(moyennes annuelles)

Période	Formation brute de capital fixe				Formation nette de capital fixe				Rapport : $\frac{\text{formation nette de capital fixe}}{\text{formation brute de capital fixe}}$		
	Construc- tion d'habita- tions	Investis- sements productifs	Services publics et sociaux	Total	Construc- tion d'habita- tions	Investis- sements productifs	Services publics et sociaux	Total	Construc- tion d'habita- tions	Investis- sements productifs	Ensemble
<i>Millions de Livres aux prix courants</i>											
1920-1926 . . .	135	297	16	448	91	34	-3	122	0,67	0,11	0,27
1927-1929 . . .	144	272	22	438	100	41	5	146	0,69	0,15	0,33
1930-1932 . . .	107	242	34	383	63	9	16	88	0,59	0,04	0,23
1933-1937 . . .	153	268	33	454	104	22	14	140	0,58	0,08	0,31
1938	178	368	55	601	122	72	31	225	—	—	—
<i>Millions de Livres aux prix de 1930</i>											
1920-1926 . . .	111	226	13	350	74	22	-2	94	—	—	—
1927-1929 . . .	140	268	21	429	97	42	5	144	—	—	—
1930-1932 . . .	111	251	35	397	65	10	16	91	—	—	—
1933-1937 . . .	162	272	35	469	111	21	14	146	—	—	—
1938	175	339	52	566	119	66	30	215	—	—	—

Source : C.-H. Feinstein : Domestic Capital Formation in the United Kingdom, 1920-1938, dont les évaluations annuelles sont reproduites au *Abstract of British Historical Statistics*, op. cit. (pp. 375 et 376).

TABLEAU XIV

*Évolution des indices généraux des prix de gros
entre 1868 et 1900*

(Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni)

Année	Allemagne	États Unis	France	Royaume Uni
1868	111	158	132	135
1873	137	136	144	152
1879	92	95	117	113
1882	92	106	114	115
1886	82	90	95	94
1890	93	91	100	98
1894	83	77	87	86
1896	82	75	82	83
1900	103	91	99	102

Source : Annuaire statistique, 1938, *op. cit.* résumé rétrospectif, divers pays, (tableaux pp. 436 437).

N. B. . A l'exception de l'année 1896, au cours de laquelle le niveau minimum des indices a été enregistré, les années figurant sur le tableau correspondent à des années de minima (1868, 1879, 1886 1894) et de maxima cycliques (1873, 1882, 1890, 1900) qui peuvent être d'ailleurs plus ou moins décalés en certains pays.

TABLEAU XV

Évolution des investissements bruts entre 1928-30 et 1937

(Allemagne, France, Royaume Uni)

Année	Allemagne (millions de R.M.)	France Indice, 1913 = 100	Royaume Uni (millions de Livres)
1928	13 675	116	—
1929	—	140	442
1930	—	153	—
1932	4 225	110	321
1935	11 600	96	448
1937	15 400	102	581

Sources :

- *Allemagne*, Henry Laufenburger, l'Économie allemande à l'épreuve de la guerre, Librairie de Médicis, Paris, 1940 (p. 177, d'après la Reichskreditgesellschaft, rapport juin 1937).
- *France*, indice de MM. J. J. Carré, P. Dubois, E. Malinvaud : La croissance française, Le Seuil, Paris, 1972 (annexe 3, p. 652).
- *Royaume Uni*, la même qu'au tableau XIII.